



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Sécurité informatique

Internauts, restez parcimonieux et prudents

Un fichier de 533 millions d'utilisateurs de Facebook circule parmi les pirates ... • (Page 08)

Entreprises

Jeff Bezos soutient une hausse de l'impôt sur les sociétés

Alors que Joe Biden compte augmenter les impôts des entreprises et des plus riches, le patron d'Amazon a dit approuver ... • (Page 08)

Visite officielle de Faure Gnassingbé en France

• (Page 03)

Retombées pour l'économie du Togo



Mésobfinance

• (Page 04)

Confina inaugure ses locaux à Lomé



Réunions de Printemps 2021

Compte-Rendu de Lauras Anagonou

Les réunions de printemps de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International se sont ... • (Page 05)

Economie numérique

L'ARCEP lance bientôt une manifestation d'intérêt

L'économie numérique est en marche au Togo. Ainsi, l'ambition pour le pays de devenir d'ici 2025, un hub digital avec des services ... • (Page 04)

Financement participatif

«Mother nature», le film environnemental d'Angélique Kidjo

La diva de la chanson béninoise, Angélique Kidjo lance une campagne de financement participatif pour la ... • (Page 11)

Résilience post Covid-19

Des réformes en vue pour la pêche africaine

Le secteur africain de la pêche pourrait bénéficier considérablement d'infrastructures et de services ... • (Page 06)

Société de conseil

STRATEGIE - CONTROLE DE GESTION - AUDIT
RH - PROJET - CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES
+228 93 70 92 92 | +228 99 62 41 95
contact@atgconsulting.tg

atg consulting

AMELIORONS ENSEMBLE LA PERFORMANCE DE VOTRE ENTREPRISE

RETROUVEZ-NOUS

Groupe Ecobank

Tomisin Fashina nommé Directeur exécutif

Ecobank Transnational Incorporated (ETI), société mère du Groupe Ecobank, a annoncé, jeudi 08 avril 2021, la nomination de Tomisin Fashina au poste de Directeur exécutif Groupe, Opérations et Technologie.



• Tomisin Fashina

• Joël YANCLO

Double casquette pour Tomisin Fashina. En plus de ses fonctions de Directeur général d'eProcess International, Ecobank Transnational Incorporated vient de nommer Tomisin Fashina au poste de Directeur exécutif Groupe, Opérations et Technologie. A en croire Ade Ayeyemi, Directeur général du Groupe Ecobank «l'accélération rapide de l'adoption du numérique par les citoyens et les entreprises d'Afrique, ainsi que l'explosion du commerce électronique sur le continent, transforment les secteurs de la banque et des paiements. Réussir dans les opérations et la technologie est essentiel pour le succès à court, moyen et long terme du Groupe Ecobank, et fait partie intégrante de notre volonté de répondre aux attentes en constante évolution de nos clients. Tomisin Fashina possède l'expérience nécessaire pour y parvenir, et sa nouvelle fonction lui permet d'avoir une vue d'ensemble de nos opérations et de nos technologies ». Tomisin Fashina a plus de 30 ans d'expérience, principalement dans la gestion des technologies et les services financiers. Avant de rejoindre le Groupe Ecobank, il était Président du conseil d'administration

de la Steward Bank, Harare, Zimbabwe. Il a également été Directeur général de Yookos, un réseau social, et a occupé plusieurs postes à la Barclays Bank, notamment celui de Directeur général des produits de banque transactionnelle et de gestion des canaux, et celui de Directeur de la gestion de trésorerie et des paiements. Auparavant, chez Citigroup Afrique du Sud, il a exercé des fonctions de direction au sein de Global Transaction Services, en tant que Chef de division et Directeur de la prestation de services aux clients pour l'Afrique subsaharienne, et Chef de division de la banque électronique et de la mise en œuvre pour l'Afrique subsaharienne. Tomisin Fashina est titulaire d'une licence en ingénierie informatique de l'université Obafemi Awolowo, d'un MBA en marketing de l'université de Lagos et d'un doctorat de gestion d'entreprise en leadership de l'université Capella, Minnesota, États-Unis. M. Fashina succède à Eddy Ogbogu au poste de Directeur exécutif Groupe, Opérations et Technologie, suite au récent départ à la retraite de ce dernier après onze années passées au sein du Groupe.

À propos de Ecobank Transnational Incor-

porated

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14000 personnes au service d'environ 24 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôt, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Stock Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan.

AUX DÉCIDEURS...

Les limites de l'argent liquide

Il existe de nombreuses preuves que les transferts monétaires ont des effets positifs sur les personnes vivant dans la pauvreté, du moins en moyenne. Par exemple, un examen récent de 165 études a révélé que l'aide en espèces, a tendance à augmenter les dépenses en nourriture et autres biens, tout en améliorant également les résultats en matière d'éducation et de santé. Les auteurs ont en outre trouvé peu ou pas de preuves de conséquences involontaires, telles que les personnes travaillant moins parce qu'elles avaient des revenus hors travail plus élevés.

De même, une étude récemment publiée sur l'expérience de revenu de base de Stockton, qui a donné aux résidents sélectionnés au hasard 500 \$ par mois pendant deux ans, a révélé que les paiements en espèces stabilisaient les revenus des bénéficiaires, les aidaient à obtenir plus d'emplois à temps plein et réduisaient la dépression et l'anxiété.

Mais cela ne signifie pas que l'argent liquide est la meilleure stratégie pour lutter contre la pauvreté. Il est souvent difficile d'identifier les personnes qui sont réellement pauvres et qui ont besoin de l'argent pour qu'une aide en espèces puisse être fournie aux bonnes personnes. Une étude récente a examiné les données de neuf pays d'Afrique subsaharienne pour évaluer la performance d'une méthode commune utilisée par les programmes de lutte contre la pauvreté pour cibler les pauvres. Elle a révélé qu'environ la moitié des ménages sélectionnés par la méthode n'étaient pas pauvres, tandis que la moitié des ménages qui étaient réellement pauvres n'étaient pas sélectionnés.

Ce problème de ciblage n'est pas propre aux pays en développement. Par exemple, l'expérience de Stockton a limité l'admissibilité aux personnes vivant dans des quartiers dont le revenu médian est inférieur à la médiane de la ville, ce qui signifie que les personnes plus aisées de ces quartiers étaient éligibles. En outre, les ménages éligibles ont été informés par courrier physique de s'inscrire en ligne, ce qui implique que le programme excluait les sans-abri et les personnes moins technophiles.

Un autre problème est directement lié à la définition de la pauvreté, qui est plus précisément définie comme un manque de bien-être plutôt que comme un manque de revenus. En bref, donner de l'argent n'améliore pas directement le bien-être de quelqu'un; c'est plutôt un outil qui peut être utilisé pour acheter des choses - comme de la nourriture et un abri - qui contribuent directement au bien-être.

Même si les pauvres peuvent être identifiés avec succès, certaines personnes peuvent ne pas recevoir les prestations typiques ou moyennes en raison de problèmes pour convertir les espèces en améliorations de leur bien-être.

Par exemple, les gens peuvent avoir des problèmes de santé mentale ou physique, ou ils peuvent être affectés par les façons subtiles dont la pauvreté elle-même compromet la prise de décision économique. De même, dans certains cas, l'argent liquide peut ne pas faire beaucoup de bien parce que certaines des choses qui contribuent à l'amélioration du bien-être - comme les soins de santé ou la scolarisation - peuvent être inaccessibles ou de mauvaise qualité. En termes simples, l'argent liquide ne peut pas tout acheter.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Srnig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hab :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373 810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1 461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Visite officielle de Faure Gnassingbé en France

Retombées pour l'économie du Togo

L'économie togolaise sort gagnant de la visite officielle effectuée en France du 07 au 09 avril 2021, par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, accompagné d'une forte délégation. La France étant l'un des plus importants partenaires du Togo, les discussions entre les deux ont porté sur le renforcement de la coopération, les deux Etats ont décidé d'engager sur le plan bilatéral, une nouvelle dynamique plus ambitieuse sur le plan économique.

• Joël YANCLO

Le Togo et la France ont signé quatre accords au cours de la visite présidentielle. Un accord de financement pour le déploiement de 50 mille lampadaires solaires par la société Sunna Design avec un financement français de 40 millions d'euros, une convention de financement avec l'Agence française de Développement (AFD) dans le cadre du projet PERECUT pour électrifier 50 villes du pays pour un montant de 75 millions d'euros, un protocole d'accord sur le dispositif « Talents en commun », visant à mobiliser les compétences de la diaspora pour un accompagnement sur les métiers du digital et une déclaration d'intention pour la mise en œuvre du projet de « convergence Energie-Digital » consistant au déploiement de la fibre optique sur le réseau électrique togolais. Le président Faure Gnassingbé a mis à profit son séjour à Paris pour multiplier les rencontres avec le monde des affaires. Une démarche qui s'inscrit dans le cadre du plan national de développement (PND) et de la relance post-

Covid. Il a reçu à son hôtel parisien les responsables du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), les dirigeants de Vinci Energie, de Sogea Satom, de la BPI (Banque publique d'investissement) et de STOA. STOA, est un fonds à impact créé en 2017 par la Caisse des Dépôts et l'Agence Française de Développement (AFD) qui assure le financement d'infrastructures dans les pays émergents et en développement.

La délégation togolaise au Medef

Des rencontres ont également eu lieu avec EDF, l'Agence française de développement (AFD) et le Medef (patronat français). Et cette liste n'est pas exhaustive. Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances, s'est rendu vendredi 09 avril 2021 au Medef en compagnie de plusieurs membres du gouvernement et de conseillers à la présidence. Avec un taux de croissance relevé à 1,8 % pour 2020, contre une prévision initiale comprise entre 0,4 et 0,7%, l'économie togolaise affiche une forte résistance à la pandémie et



• Poignées des coudes entre Emmanuel Macron et Faure Gnassingbé

une résilience propre à accélérer la relance post-Covid. C'est ce qu'a indiqué Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances, lors d'une rencontre à Paris avec les responsables du Medef (patronat). De quoi susciter l'intérêt des entreprises françaises pour le marché togolais. « Nos flux commerciaux chutent chaque année davantage. Il est temps de réagir !! agro-industrie, centres d'appels, cybersécurité, énergie décentralisée, eau, construction... les marchés sont là », a souligné Fabrice Le Saché,

vice-président du Medef. « Le Togo affiche une trajectoire économique qui offre de nombreuses opportunités et je suis vraiment désireux de renforcer le partenariat économique avec la France », a déclaré pour sa part le président Faure Gnassingbé lors d'un déjeuner à l'Élysée avec son homologue Emmanuel Macron.

Audiences du Président de la République

Au cours de son voyage à Paris le président de la

République s'est entretenu avec plusieurs personnalités françaises. Un seul point commun se dégage de tous ces entretiens accordés à ces différents interlocuteurs, tous hauts dirigeants de grands groupes, de grandes sociétés, de grandes entreprises, évoluant dans les secteurs de l'industrie, des infrastructures, de l'énergie, de l'eau et du numérique, des secteurs vitaux sommes toutes pour le développement de l'économie togolaise. Tous, unanimement reconnaissent l'attractivité du Togo, et surtout

le dynamisme du président togolais dans sa volonté manifeste de transformer son pays de fond en comble sur le plan économique et social et d'en faire un hub logistique. Ces facteurs importants motivent la décision d'investir et de faire des affaires au Togo pour certains, et pour d'autres d'augmenter la taille de leurs investissements comme le précise Alexandre Vilgrain, président du Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN). Le groupe Sogea Satom, qui a la charge de la construction du Parc Industriel d'Adécopé avec à sa tête Jean Michel Guélaud affiche la même détermination d'accompagner le Togo. L'attractivité du Togo qui s'est employé ces dernières années à opérer des réformes hardies dans le domaine du climat des affaires est confirmée eu égard au grand nombre de dirigeants de grands groupes reçus par le chef de l'Etat togolais. Tous ont exprimé leur volonté d'investir au Togo, vu que le pays affiche une trajectoire économique très intéressante du point de vue opportunités.

CMJN



• La délégation Togolaise et celle du Medef



Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Chiffres clés	Valeur	Sources
Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Mésfinance

Confina inaugure ses locaux à Lomé

La Compagnie financière africaine (Cofina) a inauguré ses locaux en présence du ministre chargé de la promotion de l'investissement, Rose Kayi Mivedor, ce vendredi 09 Avril 2021 à Lomé.



nourrir notre économie », a-t-il déclaré. Et de souligner que « Cette inauguration a un caractère symbolique en ce sens qu'il s'agit de notre première implantation en période de pandémie. Ceci marque notre engagement vers le développement du continent dont le Togo où nous voulons lutter contre les inégalités dans l'accès au financement ». Selon, Rose Kayi Mivedor, la ministre de la Promotion de l'investissement, l'un des enjeux majeurs est l'accès au financement. « Cofina au Togo, c'est donc un nouveau souffle », a-t-elle martelé. Par ailleurs, la Compagnie financière africaine a dévoilé l'idée d'un partenariat public-privé, au sein duquel la digitalisation occuperait une place importante. Pour rappel, le secteur comptait déjà un acteur au Togo, la SOGEMEF (Société générale de micro et mésfinance).

• Bernard AFAWOUBO

Spécialisé dans la mésfinance, un segment à cheval entre la banque classique et la microfinance, le groupe financier ivoirien, Cofina s'installe au Togo en ouvrant ainsi son 8e marché africain après la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Burkina Faso, le Mali, le Gabon, la Guinée et le Congo. La Compagnie financière africaine, leader dans la sous-région, a revendiqué à la fin 2019, un réseau de 174 963 clients dont 43% de femmes servis par près de 1 340 colla-

borateurs. Depuis le démarrage de ses activités en 2014, Cofina a financé 83 788 projets. A en croire le Jean-Luc Konan, le PDG de Cofina lors d'un entretien avec le Premier Ministre togolais Victoire Tomégah-Dogbé, le Groupe s'est engagé à accompagner les PME/PMI qui représentent 86% des entreprises déclarées au Togo. « Cofina continuera d'accompagner les PME-PMI et tous ces entrepreneurs exclus des circuits financiers classiques et qui pourtant, ont besoin de financements pour pouvoir

Économie numérique

L'ARCEP lance bientôt une manifestation d'intérêt

L'économie numérique est en marche au Togo. Ainsi, l'ambition pour le pays de devenir d'ici 2025, un hub digital avec des services électroniques de qualité est toujours d'actualité. Pour y parvenir, l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes) entend recenser les acteurs des secteurs du commerce et de l'administration publique, à travers une procédure de manifestation d'intérêt. Objectif, accréditer les acteurs répondant aux exigences par le régulateur des communications électroniques.



• Emanuel AKAKPO

Le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire national togolais est aujourd'hui une priorité. Face à ce défi, l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes), entend mettre son poids dans la balance. L'institution qui entend accompagner dans sa vision de devenir un hub digital avec des services électroniques de qualité, lance à cet effet une procédure de manifestation d'intérêt dans les prochains jours. Procédure de manifestation d'intérêt dont le but est de recenser les acteurs des secteurs du commerce et de l'administration publique afin d'accréditer les acteurs répondant aux exigences afin qu'ils soient reconnus comme « prestataires de services de Certification Electronique (PSCE), et des prestataires de Services de confiance qualités (PSCQ) ». Cette accréditation selon l'institution concerne, « la délivrance et la gestion de certificats électroniques permettant de signer des échanges électroniques de manière fiable et sécurisée et la fourniture de services d'archivages

électroniques et la fourniture de services d'archivage électronique ».

Stratégie de transformation numérique au Togo

En 2020, le Togo selon les sources officielles du gouvernement a mis en place sa stratégie de transformation numérique. Stratégie dénommée « Togo digital 2025 », elle a pour ambition de définir « un programme de transformation numérique de l'administration qui s'appuiera notamment sur un diagnostic-pays, et les standards internationaux à partir desquels une vision cible avec des objectifs quantifiés ainsi qu'une feuille de route détaillant les étapes de mise en œuvre et les prérequis pour les initiatives clé dérouleront ». Aussi, la stratégie permettra de « favoriser la création d'entreprises innovantes et génératrices d'emplois ». Il inclut à cet effet, la vision pour le développement du secteur du numérique d'une part, des initiatives clé d'autre part des chantiers transversaux, et aussi un modèle de gouvernance. Ceci pour une assistance technique en faveur du

pays qui résolument s'est engagé par le biais du ministère des postes, de l'Économie numérique et des innovations technologiques « dans un processus de transformation de son économie ».

La sécurité informatique au Togo

L'ambition du Togo de devenir un hub digital à l'horizon 2025 est synonyme pour plus d'un d'investissement et de croissance économique. Ainsi, cette accréditation de ces acteurs spécialisés selon le gouvernement vise à « dopper tant soit peu la confiance des Togolais dans la sécurité informatique ». Cette ambition avait amené le Togo à créer en février dernier et ceci malgré la grave crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, un organe de protection du cyberspace. Dénommé Centre national de réponse aux incidents de cyber sécurité au Togo, il résulte de la collaboration entre l'Europe et le Togo avec pour mission « d'identifier, analyser et mitiger les cyberattaques affectant l'Etat, les citoyens, les entreprises et organisations togolaises ».

4ème Obligation de relance

Le Togo sollicite 75 milliards FCFA

Le trésor public togolais sera sur le marché financier régional ce vendredi 16 Avril 2021 pour solliciter 75 milliards FCFA en vue de soutenir sa relance économique par le biais d'une triple émission simultanée d'Obligation Assimilable du trésor (OAT).

• Bernard AFAWOUBO

L'Agence Umoa-Titres, dans une annonce rendu public indique que le trésor public togolais sera sur le marché financier régional pour soutenir sa relance économique par le biais d'une triple émission simultanée d'Obligation Assimilable du trésor (OAT). En effet, le trésor togolais recherche 75 milliards FCFA et offre des taux d'intérêts qui varient entre 5,9%, 6,15% et 6,25% l'an en fonction des délais de remboursement



des titres qui seront souscrits. La présente émission dénommée Obligations de Relance (OdR) vise à permettre à l'émetteur de mobiliser l'épargne des personnes

physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'État du Togo dans le cadre de ces plans de relance économique afin de contenir les effets de la pandémie COVID-19 et renouer avec les performances d'avant la crise sanitaire. Cette opération est la quatrième dans le cadre des Obligations de Relance. Précisons que le nominal est fixé pour chacun des titres à 10 000 FCFA.

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Les Réunions de Printemps 2021 de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International Compte-Rendu de Lauras Anagonou

Les réunions de printemps de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International se sont déroulées du 9 au 11 Avril 2021. Des acteurs d'horizons divers tels que des gouverneurs de banques centrales, des membres de divers gouvernements, des banquiers d'affaires, des professionnels du développement international, des chefs d'entreprises, et des représentants de la société civile se sont réunis pour discuter des thématiques sur une relance économique résiliente et inclusive. Le climat, la dette des pays en développement et l'accès équitable aux vaccins contre la COVID-19 étaient aussi au cœur des échanges.

Sur le front économique, il faut noter qu'en 2020 la crise sanitaire a plongé l'économie mondiale dans sa pire récession depuis la deuxième guerre mondiale. Le PIB planétaire s'est contracté et les inégalités socio-économiques se sont creusées. Sur le continent Africain, qui a connu sa première récession économique depuis 25 ans, la pandémie a poussé près de 40 millions d'habitants dans l'extrême pauvreté selon la Banque Mondiale. Pour soutenir une reprise économique rapide et inclusive il faut des apports financiers aux pays à faibles revenus. Il est aussi primordial de satisfaire les besoins de financements des PME/PMI. En Côte d'Ivoire par exemple, la Société Financière Internationale (IFI) a octroyé un prêt de 28 millions de dollars à NSIA Banque Côte d'Ivoire pour renforcer les entreprises ivoiriennes dont la trésorerie a été fortement dégradée par les conséquences de l'épidémie de COVID-19.

Quant aux commerçants du secteur informel, la fintech sud-africaine Nomanini en partenariat avec quelques institutions financières telles que Standard Bank a doublé sa capacité d'octroi de microcrédits aux détaillants du secteur informel. Cette expérience devrait être explorée dans d'autres pays sur le continent Africain. Il faut rappeler que la part du secteur informel prédomine dans le PIB et l'emploi des économies africaines. En plus d'aider des millions d'employés du secteur informel qui n'ont aucune protection sociale, les gouvernements des pays en développement devraient continuer à initier des réformes pour accompagner la création des emplois, investir dans les infrastructures numériques pour une économie numérique forte et inclusive et enfin, penser les politiques publiques à travers le prisme de l'équité pour freiner la progression des inégalités.

En ce qui concerne la dette publique des pays en développement, les responsables des institutions de Bretton Woods encouragent une politique d'emprunts prudente et une gestion transparente de la dette publique afin que tout emprunt contribue à la croissance et l'installation d'un environnement propice aux investissements privés. Notons que le financement par la dette joue un rôle crucial dans le développement parce que les crédits bancaires n'atteignent que 20% des ménages et entreprises en Afrique, un continent sous financé qui doit produire environ 13 millions d'emplois par an. Les pays de l'Afrique sub-saharienne ont particulièrement besoin des emprunts pour financer les objectifs de développement durable de 2030. Outre la transparence sur les dettes souveraines des pays en développement, la Banque Mondiale préconise la suspension, la réduction, et/ou la restructuration de la dette.

Sur le plan climatique, la Banque Mondiale compte promouvoir des fonds pour financer les infrastructures vertes et aider les pays en développement à respecter les engagements des Accords de Paris sur le climat. Les changements climatiques ont des effets néfastes tels que les inondations, les mauvaises récoltes, et l'insécurité alimentaire. Les facteurs de stress climatique peuvent exacerber la concurrence pour les ressources naturelles, ce qui peut entraîner des migrations et des conflits ethniques. Il est primordial d'amorcer une reprise économique axée sur le respect de l'environnement car il est impératif de sauvegarder la biodiversité et laisser aux générations futures une planète plus résiliente et plus verte.

Enfin, les panélistes ont abordé le sujet de l'accès aux vaccins contre la COVID-19 par les pays en voie de développement. Seulement 0,1% des vaccins de la COVID-19 ont été administrés dans les pays à faible revenu contre 56% dans les pays riches selon l'AFP. La Banque Mondiale a prévu une enveloppe de 12 milliards de dollars pour aider les pays à revenu faible et intermédiaire à assurer l'achat et la distribution de vaccins, de tests et de traitements anti-COVID et à renforcer leurs systèmes de vaccination. En outre, COVAX, une initiative codirigée par le GAVI pour assurer un accès équitable aux vaccins a promis d'aider les 92 pays les plus pauvres à obtenir 1,8 milliards de doses de vaccins. Les entreprises privées devraient aussi collaborer avec les gouvernements et ONGs pour relever les défis logistiques de distribution des vaccins.



● *Lauras Anagonou est un Banquier d'Affaires à Wall Street aux Etats-Unis.*

Plateforme Industrielle d'Adétikopé

Victoire Tomégah-Dogbé en visite de chantier

Les travaux de construction de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA) avancent à grands pas. C'est le constat fait sur place ce jeudi 08 avril 2021 par le Premier Ministre Victoire Tomégah-Dogbé en visite de chantier.



● Vivien ATAKPABEM

La PIA (Plateforme industrielle d'Adétikopé) fait partie inté-

grante de la feuille de route portée par le Gouvernement qui s'assure régulièrement de l'avancement des travaux. « Son Excellence Madame le

Premier Ministre a fait le tour de PIA et constaté que les travaux suivent le calendrier défini. Les travaux avancent très bien dans les délais. Les

délais d'exécution sont très satisfaisants. », a déclaré le Ministre Kodzo Adédzé, du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Il s'agit à travers cette plateforme, de permettre à des usines de transformer les matières premières produites au Togo en produits finis. « Nous sommes très fiers d'avoir accueilli Mme le Premier Ministre et les membres du Gouvernement pour visiter le projet. Nous sommes déjà à environ 65% d'exécution des travaux. Dans la première phase du projet, 40% de l'espace seront occupés par des projets liés à la logistique. Il y aura aussi un parc de camions, un parc de conteneurs et un magasin pour des produits de l'agro-business. Également des usines qui seront chargées d'un premier niveau

de transformation du coton et d'autres usines qui seront chargées de transformer ce coton en textile. Ce projet va utiliser tout le coton produit au Togo et ça sera un grand pourvoyeur d'emplois pour les populations. », a confié Jesse Damsky Directeur général de la Plateforme. Les travaux d'un coût glo-

bal de plus de 100 milliards de FCFA s'étendent sur plusieurs hectares. La PIA va générer à terme, 35 mille emplois et comprendra un service à guichet unique, des unités industrielles, un parking pouvant accueillir 700 camions, un parc pour stocker 12500 conteneurs.



Résilience post Covid-19

Des réformes en vue pour la pêche africaine

Le secteur africain de la pêche pourrait bénéficier considérablement d'infrastructures et de services d'appui appropriés, qui font généralement défaut. Actuellement, le secteur fait face aux défis de la fragilité des chaînes de valeur et de la commercialisation, à la faiblesse des institutions de gestion et à de graves problèmes liés à la gouvernance des ressources halieutiques.



● Nicole ESSO

Le Centre africain des ressources naturelles a mené de mars à mai 2020, une étude qui a porté sur l'impact de la pandémie de Covid-19 dans quatre pays - le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal et les Seychelles. Il en ressort que les économies de ces pays dépendent fortement de la pêche marine. Le secteur de la pêche est également une très grande source d'activité économique ailleurs en Afrique. Il fournit des millions d'emplois sur tout le continent. L'étude informe sur les mesures appropriées et opportunes que les quatre pays ont prises pour éviter de graves perturbations de l'approvisionnement, sauver des milliers d'emplois et maintenir la transparence de la gouvernance dans un contexte d'incertitude et de crise mondiale. Les lacunes en matière d'infrastructures concernent les installations de débarquement, les capacités de stockage et de transformation, les équipements sociaux et sanitaires, l'eau et l'électricité, la production de glace et les routes d'accès aux marchés. Sur la base des résultats, les chercheurs ont formulé des recommandations pour renforcer la résilience du secteur

de la pêche en Afrique dans le contexte d'une crise prolongée et dans la perspective d'une reprise post-Covid-19.

Concrètement, l'étude plaide fortement

pour :

Une reconnaissance accrue du rôle essentiel des acteurs de la pêche maritime et en particulier des droits d'accès aux ressources des pêcheurs artisanaux. Le renforcement de la collecte de données statistiques désagrégées par sexe dans un secteur qui emploie un très grand nombre de femmes. La mise en place d'infrastructures et de services d'appui dans les centres de débarquement et de transformation des produits de la pêche, avec en priorité l'accès à l'eau. L'investissement dans le capital humain pour disposer de compétences de haut niveau dans les différents domaines de la gestion des pêches. L'amélioration des cadres de gouvernance du secteur en privilégiant la participation du secteur privé et de la société civile dans la formulation des politiques sectorielles et la définition des mesures de gestion.

Des recommandations

L'étude recommande des ré-

formes urgentes pour rendre la pêche marine plus résiliente et permettre au secteur de contribuer durablement à la richesse des pays côtiers du continent. La pêche marine contribue de manière cruciale à la sécurité alimentaire et à la qualité de vie en Afrique. Une bonne nutrition est un facteur clé de la qualité de vie, et le secteur de la pêche marine soutient la nutrition de plus de 300 millions de personnes, dont la majorité sont des enfants, des jeunes et des femmes. Il fournit également plus de 10 millions d'emplois directs et indirects. Dominé par la pêche artisanale et les chaînes de valeur traditionnelles, le secteur de la pêche en Afrique est principalement informel et est rarement pris en compte dans les politiques publiques ou dans l'évaluation de la richesse des pays. A l'instar d'autres secteurs, celui de l'industrie de la pêche en Afrique a été sévèrement touché par la pandémie de Covid-19. Le Covid a affecté les marchés d'approvisionnement et le commerce régional. Cela a entraîné des pertes économiques substantielles pour la plupart des ménages qui dépendent de la pêche.

Avec financialafrik.com

Ghana

Le pays se dote d'un centre dédié à la gestion des déchets électroniques

En vue d'améliorer la gestion des déchets au Ghana, le gouvernement a récemment lancé le projet baptisé « Recyclage et élimination des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le respect de l'environnement ». Dans sa première phase, le projet aboutira à la construction d'un centre dédié à l'achat des déchets électroniques auprès des collecteurs informels ou de particuliers, ainsi qu'au tri.

Au Ghana, le gouvernement souhaite améliorer la gestion des déchets électroniques. Environ 215 000 tonnes de ces déchets, très encombrants, arrivent au Ghana chaque année en « provenance de l'Europe et des États-Unis », selon le rapport (2015) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). À défaut de stopper l'entrée de ces déchets dans le pays, le gouvernement ghanéen souhaite les valoriser. Ainsi, les autorités ont lancé récemment le projet « Recyclage et élimination des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le respect de l'environnement ». Dans sa première phase, le gouvernement financera la construction d'un centre. Dans cette installation seront achetés les déchets électroniques auprès des collecteurs informels ou de particuliers. Ces appareils électroniques usagers seront ensuite triés. « Le projet offre aux collecteurs ou aux ferrailleurs, un prix



pour quatre types de déchets électroniques éligibles. Le montant que nous proposons se situe légèrement au-dessus de la valeur du marché pour chaque type de déchet électronique. Nous souhaitons mettre en place un mécanisme d'incitation à la collecte, au démantèlement, au recyclage et ou à l'élimination rationnels des déchets électroniques et ainsi réduire les dommages causés sur l'environnement et la santé humaine », indique Kwaku Afriyie, le ministre ghanéen de l'Environnement, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation.

Un projet financé par la KfW à hauteur de 20 millions d'euros

La future usine de collecte et de tri des déchets électroniques devrait entrer en service en juin 2021. La phase 2 du projet « Recyclage et élimination des déchets d'équipements électriques et électroniques dans le respect de l'environnement » sera ensuite lancée. Elle concernera notamment la mise en place d'un système national durable de recyclage des déchets électroniques dans le pays d'Afrique de l'Ouest. Chaque phase du projet de gestion des déchets électroniques coûtera 10 millions d'euros, soit un montant global de 20 millions d'euros. Les fonds proviendront de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), la banque allemande de développement.

Avec afrik21

Henri Aka N'Takpe

Le business «made in Africa» version Dubaï

Dubaï est un hub pour le business mondial et l'Afrique n'échappe pas à l'appétit des investisseurs pour les marchés émergents.

Henri Aka N'Takpe, CEO de BWIP Holding, a de la suite dans les idées. Son objectif est de montrer l'excellence des décideurs privés et publics du continent africain à la face du reste du monde avec la « deuxième édition du Dubaï Business Awards » dont sa structure est l'organisatrice. « Auparavant, nous avons organisé 21 événements de promotion de celles et ceux qui apportent un plus à l'émergence de leur pays respectifs », indique le patron de BWIP Holding qui entend maintenir sa vision avec son staff.

Une plateforme d'interconnexion en mode résilience

L'Afrique qui gagne est celle qui distingue ses talents avec éclat. Peu importe qu'ils soient du secteur privé ou public. « Nous avons décidé de travailler avec de nombreux partenaires afin de mettre en valeur les talents et l'engagement des leaders africains », explique Henri Aka N'Takpe. Dubaï Business Awards inclue aussi une plateforme réunissant des entrepreneurs qui veulent

investir en Afrique dans plusieurs secteurs. Une cinquantaine d'entrepreneurs du monde entier et particulièrement d'Afrique vont échanger ensemble pour construire des synergies business bien que le contexte actuel soit difficile. Plusieurs secteurs sont concernés. « Dans le secteur primaire, des acheteurs seront présents pour signer des contrats, pour l'achat de noix de cajou et le sucre », expliquent les organisateurs. Dans l'immobilier, ce sont 7 grands investisseurs s'intéressant à des projets d'au moins 500.000 USD. Et même un investisseur indonésien lorgne sur le continent. Selon nos informations, il souhaiterait installer en Afrique une unité de fabrication d'ampoules pour 50.000 USD. L'organisation de ce « 2e Business Meeting » à Dubaï ne relève pas du hasard. « Les Emirats restent conscients des grandes opportunités en Afrique et vont investir un minimum de 10 millions USD dans tous les domaines » précise Henri Aka N'Takpe.

Le Moyen-Orient, place stratégique

pour les investissements en Afrique ?

Henri Aka N'Takpe, titulaire d'un MBA en Marketing Management, n'est pas né de la dernière pluie. Il faut dire que l'homme d'affaires ivoirien connaît bien les marchés internationaux. « J'ai travaillé avec la société chinoise Fortune +, spécialisée dans le domaine du carrelage et matériel de construction », se rappelle-t-il. Au total, ce sont entre 100 et 150 conteneurs de ce produit qui ont été vendus entre 2010-2014 en Côte d'Ivoire avant d'être recruté par une société de la péninsule arabique en tant que business-développeur pour l'Afrique. N'TAKPE Aka Henri s'occupera de vente en Afrique de l'est et de l'Ouest avant de partir au Maroc où il rencontre un autre businessman qui organisait les Maroc Awards. « Je leur ai proposé de le déplacer à Dubaï. Et quelques temps plus tard (le 28 novembre dernier), nous organisons notre première édition dans l'Emirat », conclue notre interlocuteur avec le sourire. Et cela tombe bien car la chance sourit toujours aux audacieux et l'Afrique en a bien besoin.

Avec financialafrik.com

Chine

Jack Ma frappé au porte-monnaie

En Chine, l'on ne badine pas avec la discipline. Alibaba vient de l'apprendre à ses dépens. Le géant du commerce électronique s'est vu infligé une amende de 18,2 milliards de yuans (2,33 milliards d'euros) pour abus de position dominante.

Alibaba est accusé de recourir à des « exclusivités forcées ». Le montant de la sanction a été déterminé après que les régulateurs eurent décidé d'infliger à Alibaba une amende correspondant à 4 % de son chiffre d'affaires de 2019, soit 455,7 milliards de yuans, selon l'agence de presse Chine nouvelle. Derrière cette sanction record, il y a

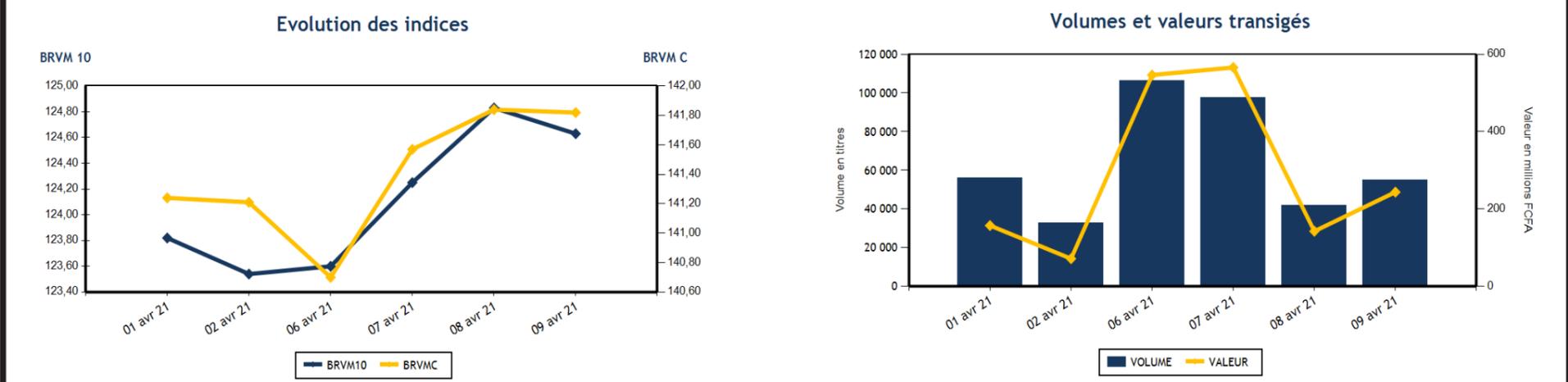
surtout une volonté du Parti communiste de reprendre la main sur un secteur du e-commerce qui échappait jusque-là à son contrôle. La sanction punit aussi Jack Ma, propriétaire de Ali Baba, tombé en disgrâce l'automne dernier pour avoir critiqué les autorités financières du pays.

En réaction, Pékin a suspen-

du le projet d'introduction en Bourse de 37 milliards de dollars d'Ant Group, filiale d'Alibaba sur internet. Puis comme si cette sanction ne suffisait pas, l'Administration d'Etat chinoise pour la régulation des marchés (ou SAMR) a annoncé avoir lancé une enquête antitrust sur la société.

Avec financialafrik.com

BRVM 10 124,63	BRVM BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES Allée de l'Ouest	BRVM Composite 141,82
Variation Jour ↓ -0,16 %	BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE	Variation Jour ↓ -0,01 %
Variation annuelle ↓ -4,78 %	N° 69 vendredi 9 avril 2021 Site : www.brvm.org	Variation annuelle ↓ -2,44 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 267 956 071 551	-0,02 %
Volume échangé (Actions & Droits)	52 586	27,89 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	220 701 560	62,44 %
Nombre de titres transigés	35	-2,78 %
Nombre de titres en hausse	11	0,00 %
Nombre de titres en baisse	9	-30,77 %
Nombre de titres inchangés	15	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CIE CI (CIEC)	1 480	5,71 %	-1,33 %
SETAO CI (STAC)	300	5,26 %	7,14 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 450	3,57 %	-9,94 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 250	2,88 %	11,11 %
SODE CI (SDCC)	3 495	2,79 %	16,89 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 318 420 933 919	-0,08 %
Volume échangé	2 289	252,70 %
Valeur transigée (FCFA)	22 913 900	253,67 %
Nombre de titres transigés	10	0,00 %
Nombre de titres en hausse	6	200,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	3 500	-5,91 %	13,64 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	160	-5,88 %	-30,43 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 500	-2,78 %	-10,14 %
BICI CI (BICC)	5 250	-2,42 %	-21,41 %
SICABLE CI (CABC)	1 270	-2,31 %	25,74 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	39,26	-0,53 %	8,30 %	1 526	3 124 320	72,80
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	407,82	0,41 %	-0,65 %	23 069	135 848 275	8,47
BRVM - FINANCES	15	56,43	-0,30 %	-5,93 %	24 368	77 669 345	8,80
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	0,35 %	-9,45 %	618	865 125	6,03
BRVM - AGRICULTURE	5	112,20	-0,12 %	29,65 %	141	271 650	9,57
BRVM - DISTRIBUTION	7	204,96	-0,27 %	-9,48 %	2 284	2 748 845	12,14
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	370,16	5,26 %	7,14 %	580	174 000	4,66
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	10,60	
Taux de rendement moyen du marché	7,76	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,80	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	86	
Volume moyen annuel par séance	155 697,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	974 433 286,49	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,18	
Ratio moyen de satisfaction	13,77	
Ratio moyen de tendance	7 692,96	
Ratio moyen de couverture	1,30	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	3,54	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

<small>BÉNIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2000 Cotonou Tél : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77</small>	<small>BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso 01 BP 600 Ouagadougou 01 Tél : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19</small>	<small>CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma 01 BP 2002 Abidjan 01 Tél : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77</small>	<small>GUINÉE-BISSAU Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte-Bissau, Avenue Pansau Nelson CP 88 Bissau Tél : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02</small>	<small>MALI Immeuble SONAVAL, ACI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1306 - Bamako Tél : (223) 49 98 18 18 Fax : (223) 44 95 18 11</small>	<small>NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél : (227) 20 73 88 02 Fax : (227) 20 73 69 47</small>	<small>SENÉGAL 7, rue Jean Mermoz BP: 6906, Dakar - Plateau Tél : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06</small>	<small>TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble S23 Togo BP : 3062 Lomé Tél : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 28 33 41</small>

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Sécurité informatique

Internautes, restez parcimonieux et prudents

Un fichier de 533 millions d'utilisateurs de Facebook circule parmi les pirates du web. Ce fichier contient principalement des numéros de téléphone et des adresses mail. Des experts mettent en garde contre les SMS malveillants.



Le fichier de 533 millions d'utilisateurs de Facebook qui circule parmi les pirates du web rappelle qu'à l'ère numérique, il faut faire preuve de parcimonie dans l'exposition de ses données et se montrer prudent lorsqu'un courriel ou un SMS qui semble bien vous connaître vous demande de cliquer sur un lien.

Comment savoir si mes données circulent?

Le site haveibeenpwned.com permet de savoir si votre numéro de téléphone ou votre adresse email figure sur les bases de données que s'échangent les pirates. Il est réputé fiable chez les professionnels de la cybersécurité. De même, le site français Zataz.com, propose un service de veille payant pour les particuliers. Mais il ne faut surtout pas faire confiance à n'importe quel site et lui donner des informations... qui seront ensuite revendues. Jean-Jacques Latour, responsable de l'expertise pour le site d'aide aux particuliers cybermalveillance.gouv.fr, est un peu dubitatif quant à l'utilité réelle de l'information produite par un site comme haveibeenpwned. «Il n'y a aucune garantie d'exhaustivité» et «cela risque de vous faire peur pour pas grand-chose», estime-t-il. En tout cas, si vous aviez renseigné avant la mi-2019 votre numéro de téléphone sur Facebook, vous faites très probablement partie des 533 millions d'internautes – près de 20 millions en France – dont les données ont été piratées, et en partie publiées sur un forum de hackers le week-end dernier.

Dois-je m'inquiéter si mon nom figure dans la fuite Facebook?

En l'état, vous ne risquez rien – mais attention aux messages trompeurs que vous pourriez recevoir. «Le piège auquel on peut s'attendre, c'est de recevoir un faux SMS disant bonjour c'est Facebook, nous avons détecté une connexion bizarre sur votre compte et vous invitait à cliquer sur un lien», explique David Sygula, analyste de CybelAngel (qui traque les fuites de données pour le compte des entreprises). «Vous ne vous posez pas de question, vous cliquez sur le lien... et vous êtes piégés», avec le risque d'être détourné d'informations sensibles – des mots de passe ou codes d'accès par exemple – ou de voir implanter un logiciel espion sur votre appareil. Selon David Sygula, le fichier Facebook comprend des numéros de téléphone, mais en revanche peu d'adresses email – 111'000 environ pour la France, soit 0,5% des internautes figurant dans le fichier – donc les attaques par mail piégé sont déjà un peu moins probables.

L'affaire Facebook est-elle exceptionnelle?

Non. Le fichier Facebook «n'est rien par rapport à la masse de données volées que les pirates s'échangent ou se revendent en permanence», relève Damien Bancal, l'animateur du site Zataz.com, qui s'est fait une spécialité de l'infiltration des réseaux souterrains d'échange de données. «Hier soir, en quatre heures, j'ai pu accéder à plus de 150 bases de données dif-

férentes», donnant des informations privées parfois très bien segmentées, explique-t-il. «J'ai une boutique qui vend des données de propriétaires de véhicules: noms, prénoms, adresses, plaques d'immatriculation, données de carte grise», indique-t-il par exemple. Les valeurs d'échange varient selon la taille du fichier, le degré de confidentialité des infos qu'elles contiennent, leur degré de fraîcheur... L'adresse mail se vend au final très peu cher, de «quelques centimes par adresse mail jusqu'à quelques centaines d'euros pour le pack de 15-20 millions d'adresses», estime Damien Bancal. «Une liste d'adresses email de 40'000 adresses de patrons de société (...) peut valoir 500 à 1000 euros (550 à 1100 francs)», indique David Sygula.

Quels conseils de prudence faut-il respecter?

Le principe de base est que toute information qui est rentrée sur un site ou un réseau social, même de confiance, peut un jour être exposée. «Il faut donner ses informations avec parcimonie», explique Damien Bancal. Il recommande d'utiliser plusieurs adresses mails différentes, par exemple par pôles: santé, famille, école, travail, presse et forums... que l'on peut ensuite regrouper sur une seule plateforme grâce à des outils comme Thunderbird. D'une manière générale, «il faut éviter d'étaler sa vie sur internet car internet n'oublie rien», rappelle Jean-Jacques Latour. «Évitez de donner votre adresse mail si vous n'avez pas besoin de la mettre, ou créez des adresses mail poubelle».

(AFP)

Entreprises

Jeff Bezos soutient une hausse de l'impôt sur les sociétés

Alors que Joe Biden compte augmenter les impôts des entreprises et des plus riches, le patron d'Amazon a dit approuver la mesure mardi.



• Jeff Bezos soutient le gouvernement Biden.

«Nous soutenons une hausse de l'impôt sur les sociétés», a assuré le fondateur d'Amazon Jeff Bezos mardi dans une déclaration publiée par son groupe sur Twitter, quelques jours après que Joe Biden s'est plaint qu'Amazon ne paye pas d'impôts sur les bénéfices. Le président américain souhaite augmenter les impôts des Américains les plus riches et sur les sociétés, notamment pour financer un plan d'investissements de quelque 2000 milliards de dollars dans les infrastructures. Il a assuré mercredi dernier qu'il n'avait «rien contre les millionnaires et les milliardaires» tout en critiquant les «plus grandes entreprises du monde, dont Amazon», qui «utilisent diverses astuces juridiques et ne paient pas un seul centime d'impôt fédéral sur les bénéfices». «Nous soutenons la vision du gouvernement de Joe Biden qui veut faire des investissements audacieux dans les infrastructures américaines», a affirmé Jeff

Bezos, l'homme le plus riche au monde avec une fortune estimée à plus 188 milliards de dollars selon Forbes. Le géant du commerce en ligne est dans le viseur de la nouvelle administration démocrate mais aussi des élus des deux partis depuis plusieurs années, qui voient d'un mauvais œil son immense pouvoir sur l'économie américaine et donc aussi sur la politique. «Nous avons hâte de voir le Congrès et le gouvernement se réunir pour trouver une bonne solution, qui soit équilibrée et maintienne ou même fortifie la compétitivité américaine», a ajouté Jeff Bezos.

Pression politique

Le deuxième plus grand employeur américain a quasiment doublé son bénéfice net à 21 milliards de dollars en 2020, grâce à l'explosion de la demande en temps de pandémie. Mais la pression politique monte pour freiner le groupe de Seattle, dans l'État de Washington. Plusieurs autorités fédérales enquêtent

sur de potentiels abus de position dominante de la part d'Amazon et d'autres mastodontes des technologies. Joe Biden a nommé des experts anti-monopoles au plus haut niveau et affiché son soutien à un mouvement de création d'un syndicat dans un entrepôt du groupe en Alabama. Ce serait une première pour Amazon aux États-Unis en cas de succès. Le locataire de la Maison-Blanche compte ramener les impôts sur les sociétés à 28% alors que ceux-ci avaient été abaissés de 35% à 21% sous l'ère Donald Trump. Selon lui, cela permettra de générer 1000 milliards de dollars de recettes supplémentaires pour l'État sur 15 ans. «En 2019, une analyse indépendante a révélé qu'il y avait 91, j'insiste, 91 entreprises faisant partie (...) des plus grandes entreprises du monde, dont Amazon, qui utilisaient diverses astuces juridiques et ne payaient pas un seul centime d'impôt fédéral sur les bénéfices», avait-il déploré.

(AFP)

Mode

Chiara Ferragni entre au CA de Tod's

L'annonce de la nomination de la reine des influenceuses italiennes, vendredi, a fait bondir de plus de 13% l'action du groupe de mode de luxe.

Le groupe de mode de luxe italien Tod's a annoncé vendredi avoir nommé la reine des influenceuses italiennes, Chiara Ferragni, à son conseil d'administration. «La connaissance qu'a Chiara du monde des jeunes sera certainement précieuse», a commenté dans un communiqué le PDG du groupe, Diego della Valle. «Rejoindre le groupe Tod's signifie donner une voix à ma génération à travers l'un des fleurons de l'Italie dans le monde», a réagi la blogueuse et styliste italienne âgée de 33 ans.

Plus de 23 millions d'abon-

nés sur Insta

Après cette annonce, le titre de Tod's s'est envolé à la Bourse de Milan, gagnant plus de 13% à 32,46 euros vers 17 h 20, dans un marché en baisse de 0,50%. Star d'Instagram suivie par 23,3 millions de personnes, Chiara Ferragni s'est fait connaître en 2009 avec son blog de mode intitulé «The Blonde Salad». Elle a ensuite lancé sa propre collection de chaussures en 2015, avant de collaborer avec plusieurs marques de mode, dont Dior ou Chanel et de devenir une entrepreneuse avec, outre son blog, des activités com-

merciales dont une boutique en ligne.

Chiffre d'affaires en berne. Détenu par la famille Della Valle depuis sa fondation en 1978, le groupe Tod's, connu pour ses mocassins à picots, a vu son chiffre d'affaires chuter de 30,4% à 637,1 millions d'euros en 2020, sous l'effet de la pandémie de coronavirus. Outre Tod's, le groupe possède notamment la marque Hogan, plus sportive, et la griffe française Roger Vivier, dont l'ex-mannequin française Inès de La Fressange est l'ambassadrice.

(AFP)

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Planification du développement durable	18 janvier et 28 février 2021	En ligne	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Assises africaines de l'intelligence économique 1er au 3 septembre 2021	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org
Conférence internationale sur l'économie, la finance et les affaires	17 au 18 février 2021	France	https://rsepconferences.com/active-conference-subitems/submit-here/
Septième session du forum régional africain sur le développement durable	1 au 4 mars 2021	Brazzaville, Congo	https://www.uneca.org/fr/ev%C3%A8nements
Salon International du Plastique	2 au 5 Mars 2021	Tunisie	http://www.plasticexpo.com.tn/
salon international de l'industrie et de l'industrie du futur	16 au 19 mars 2021	Lyon, France	Global-industrie.com
Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	17 au 23 mars 2021	Addis-Abeba	Papersmart.uneca.org
INTERMAT	19 au 24 avril 2021	Paris, France	www.intermatconstruction.com
Sommet de l'innovation organique et des startups émergentes Afrique-Europe	7 et 8 avril 2021	Marseille, France	emergingvalley.com
Rendez-vous international en ligne de l'écosystème start-up Tech	20 au 22 avril 2021		collisionconf.com
salon international du Food service	29 mai au 2 juin 2021	France	sirha.com
4e Conférence mondiale sur le teck	Du 23 au 26 août 2021	Accra, Ghana	www.worldteakconference2020.com infowtc2020@gmail.com

HOROSCOPE finance

Bélier Cet aspect de Pluton signifiera que vous devriez être très prudent dans le domaine financier. Demandez conseil en cas de démarches ou décisions importantes. Au lieu de dépenser sans compter, remplissez votre bas de laine : vous y trouverez des avantages certains.

Taureau "Aide-toi, le Ciel t'aidera" : ce vieux proverbe sera vraiment d'actualité pour vous cette fois. Ceux d'entre vous qui géreront sagement leur budget termineront le mois en beauté. Les autres, qui auront dépensé sans compter, que ce soit sous prétexte de gâter leurs enfants ou de renouveler leur garde-robe, auront du mal à boucler leur budget !

Gémeaux L'argent, exceptionnellement, ne sera pas votre préoccupation du moment. La présence de Neptune indique seulement que les questions financières vous sembleront lointaines. Ne jouez pas pour autant les cigales, l'hiver n'est pas loin qui vous verrait fort dépourvu !

Cancer Evitez de vous lancer dans des opérations financières hasardeuses. En effet, vous serez soumis à des influences planétaires très négatives, et toute tentative dans ce domaine serait vouée à l'échec.

Lion L'influence du Soleil dans le secteur argent va mettre momentanément l'accent sur votre équilibre financier. Vous aurez l'occasion d'améliorer votre situation. N'hésitez pas à réclamer votre dû, quels que soient vos débiteurs. .

Vierge La présente configuration astrale pourra avoir des effets imprévisibles dans la mesure où Uranus est précisément la planète des événements imprévus. Reste que l'on peut deviner que votre équilibre financier sera directement tributaire des choix et décisions pris dans le passé. Seuls quelques très rares natifs du deuxième décan auront droit à une surprise, bonne ou moins réjouissante, mais qui sera sans lien avec leurs actions préalables.

Balance Le Soleil exercera une influence très positive, vous aidant à garder votre équilibre financier, voire même à mieux gérer votre budget. Jupiter, de son côté, vous vaudra une phase très faste sur le plan financier. Ce sera le moment de demander une prime quelconque, de signer des contrats, de revoir vos placements. Tout vous réussira.

Scorpion Dans le domaine matériel, il s'agira cette fois surtout de consolider vos acquis. Grâce à des placements sûrs, vous ferez fructifier tranquillement vos ressources. Tentez vos chances cette fois à un jeu de hasard quelconque.

Sagittaire Les finances seront bonnes. Vous n'aurez pas trop de souci à vous faire, et vous pourriez même toucher des arriérés si on vous doit de l'argent. Mais pour certains natifs, une question d'héritage sera source de contrariétés, et ils devront être très vigilants pour ne pas se faire déposséder.

Capricorne La planète Mars, très dynamique, va vous aider à faire les bons choix en matière d'argent. Mais attention : Mars a aussi pour conséquence de rendre très impulsif, et vous risquez de passer par une phase de douce folie. Ne dépassez tout de même pas votre budget, vous ne supporterez pas de voir votre compte en banque passer dans le rouge.

Verseau Influençant votre secteur finances, deux astres pourront vous donner du fil à retordre. Mieux vaudra se montrer encore très prudent. Reste que Vénus devrait vous permettre de vous en sortir, à condition de ne pas trop croire au Père Noël et d'éviter les dépenses folles, bien sûr !

Poissons Il faudra vous méfier des dépenses exagérées que vous serez tenté de faire pour jeter de la poudre aux yeux de votre entourage. "On se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage : 5000

FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez **50 ans et plus** ?
- ✓ Vous avez **moins de 50 ans** et souffrez d'une **maladie chronique**, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

 vaccin.covid19.gouv.tg



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE
Coordination Nationale de
Gestion de la Riposte contre la
COVID-19



**CORONAVIRUS
AU TOGO**



@Covid19TG

Togo / CEG Tchifama

Cotecna offre salles de classe et table-bancs

Cotecna Togo a officiellement remis le 8 avril 2021, un bâtiment de trois salles de classe équipées de 120 table-bancs au CEG Tchifama situé dans la commune de Blitta 3, à 280 km au nord de Lomé. Un don ayant nécessité un investissement de 30 millions de F CFA réalisé suite à une demande émise fin octobre 2020 par le canton à l'endroit de la société.

Selon le directeur général de Cotecna, Didier Henry Cruz, la construction de ce bâtiment scolaire vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité et promouvoir les possibilités d'apprentissage, particulièrement en cette période de crise sanitaire qui nécessite le respect de quelques mesures préventives. Elle s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) du groupe, et dans le cadre d'un projet de soutien à l'éducation scolaire mis en œuvre par la société. « Il était important de faire cette donation dans une zone en dehors de Lomé et du Grand Lomé. C'est une étape parmi d'autres, on compte continuer encore en 2021 à travers d'autres actions, dans d'autres régions et sur d'autres activités », a déclaré Didier Henry Cruz. Sentiment de joie chez les populations bénéficiaires représentées, entre autres, par le préfet de Blitta, le maire de la commune Blitta 3 et le chef canton de Tchifama. « Vu l'urgence de l'heure due



à la pandémie de Covid-19 exigeant moins d'effectifs dans les salles de classes, ce joyau vient renforcer davantage les différentes actions de protection contre le coronavirus dans 4 différentes écoles dans le grand Lomé et dans la préfecture des Lacs dans le but de récompenser l'excellence de 50 élèves par école, soit un total de 200 apprenants. Par ailleurs, la société a procédé récemment à la rénovation d'un centre médico-social dans la préfecture de Zio, à la fourniture de matériels et d'équipements médicaux, et à la remise d'un appui financier à la Coordination nationale de la gestion de la riposte contre la Covid-19.

« C'est le lieu ici pour moi de dire un sincère merci à la société Cotecna », a-t-il également ajouté, avant d'appeler les responsables du CEG à faire bon usage de l'ouvrage mis à leur disposition. Pour leur part, les bénéficiaires directs n'ont pas manqué l'occasion d'exprimer leur reconnaissance au donateur. « Ce bâtiment vient à point nommé résoudre le problème de salles de classes », s'est réjoui un élève dans un mot de remer-

ciement prononcé au nom de ses camarades. En rappel, Cotecna Togo avait offert, en novembre 2020, des kits scolaires et de protection contre le coronavirus dans 4 différentes écoles dans le grand Lomé et dans la préfecture des Lacs dans le but de récompenser l'excellence de 50 élèves par école, soit un total de 200 apprenants. Par ailleurs, la société a procédé récemment à la rénovation d'un centre médico-social dans la préfecture de Zio, à la fourniture de matériels et d'équipements médicaux, et à la remise d'un appui financier à la Coordination nationale de la gestion de la riposte contre la Covid-19.

Avec togobusinessnews.com

Financement participatif

«Mother nature», le film environnemental d'Angélique Kidjo

La diva de la chanson béninoise, Angélique Kidjo lance une campagne de financement participatif pour la réalisation d'un film environnemental intitulé «Mother nature». Les revenus tirés de la production et la distribution du film seront reversés à la Fondation GoodPlanet, qui accompagne les projets environnementaux dans le monde.

L'engagement de l'artiste béninoise Angélique Kidjo en faveur de la cause environnementale se déporte dans le domaine du septième art. La chanteuse s'est jointe au réalisateur français Yann Arthus-Bertrand pour le tournage d'un court métrage intitulé «Mother nature» (en français, Mère Nature). Il s'agit d'une œuvre enga-

gée, transgénérationnelle, musicalement énergique et plastiquement inspirant pour porter fort et loin un appel à la protection de la planète. «En Afrique, ce sont les enfants qui font les frais de la crise du changement climatique. C'est la génération future qui va payer le plus lourd tribut au changement climatique» affirme Angélique Kidjo. Le film sera tourné au Bénin, en

France et dans un troisième pays qui sera choisi en fonction de l'évolution de la pandémie du Coronavirus : Lagos au Nigéria ou New York aux États unis. Cependant, l'équipe de production du film ne dispose actuellement que de 15000 euros, limités à la couverture des frais de tournage en France.

Real Madrid-FC Barcelone

La grosse prise de conscience de Zinedine Zidane

Présent en conférence de presse après la victoire du Real Madrid face au FC Barcelone (2-1), l'entraîneur français n'a pu masquer son inquiétude sur l'état de ses troupes. Usés par l'enchaînement des matches, les Merengues ne lâcheront rien cependant. Le titre de champion d'Espagne en dépend.



Zinedine Zidane se trouve à la croisée des chemins. Balloté par les observateurs il y a plusieurs semaines, le technicien français du Real Madrid cristallise aujourd'hui les louanges de l'opinion. Il faut dire que les Merengues s'avèrent particulièrement redoutables ces dernières semaines. A tel point que conserver leur titre de champion d'Espagne ne demeure plus une utopie. Ce samedi soir, la Casa Blanca a frappé un grand coup en triomphant face au FC Barcelone (2-1, 30e journée de Liga). Un succès qui permet aux hommes de Zidane de recoller provisoirement au leader l'Atlético de Madrid au classement, mais qui met surtout en exergue les ressources mentales de ces derniers. Au bord du précipice jadis, le Real Madrid renaît de ses cendres et peut encore coiffer sur le poteau les Colchonos sur la ligne d'arrivée. Un scénario rocambolesque

pour Zinedine Zidane, qui ne pouvait cacher sa fierté en conférence de presse au moment d'évoquer la prestigieuse victoire des siens face au Barça.

Zinedine Zidane tire la sonnette d'alarme

Très entreprenants dans le premier acte, avec notamment des fulgurances en contres, les Merengues ont causé bien des soucis à la défense catalane durant les 45 premières minutes, avant d'éprouver quelques difficultés au retour des vestiaires. Et Zizou ne s'en cache pas, ses joueurs ont puisé dans leurs réserves physiques ce soir. « Physiquement, nous sommes à la limite. Nous allons avoir besoin de tous les joueurs. Nous sommes à la limite mais nous sommes vivants. Il y a eu deux matchs très exigeants physiquement et nous ne pouvons pas nous détendre

parce que mercredi, nous en avons un autre. Ce n'est pas facile. C'est très difficile ce que nous faisons », a ainsi commenté l'entraîneur madrilène un brin inquiet pour le sprint final. Mais pour le principal protagoniste, si ses ouailles ont pioché dans leurs réserves face au rival barcelonais, la récupération reste plus simple avec la victoire. « C'était un match compliqué, le Barça est une bonne équipe. Nous avons contrôlé le match et nous avons mérité la victoire. Nous avons eu beaucoup d'occasions ce soir. Nous avons terminé le match dans le rouge, mais c'est mieux dans ce contexte de gagner les trois points. Ce match ne changera rien. Nous continuerons à avancer sans entendre ce qui se dit à l'extérieur », a ainsi ajouté Zidane. Qu'on se le dise, le Real Madrid, certes éreinté, avance masqué en cette fin de saison. Ses rivaux sont prévenus...

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata

White Lady

GAMME ECLAIRCISSANTE

Result visible from the first week
Resultat visible dès la première semaine

You try, you are bright!

Tu essaies, tu es clair!

*Action
rapide*

*Fast
action*



CMJN

MARBRE - PIERRE - GRANITE

La morale de notre travail est la force
d'unir notre professionnalisme pour
satisfaire nos clients.

Travail professionnel de qualité



LA MAIN DU MARBRE

WWW.LAMAINDUMARBRE.COM

contact@lamaindumarbre.com

+228 918 943 13/921 408 56